

Paris, le 13 février 2009

Fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC, CGC, UNSA

Lettre ouverte aux Ministres de Bercy

Madame Christine Lagarde

Ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi

Monsieur Eric Woerth

Ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique

Madame et Monsieur les Ministres,

Comme vous le savez, les personnels de Bercy se sont particulièrement mobilisés lors de la journée d'action interprofessionnelle du 29 janvier dernier.

Ainsi, avec plus de 50 % de grévistes et une inscription massive dans les manifestations organisées sur l'ensemble du territoire, les agents de Bercy, fonctionnaires et non titulaires, ont confirmé leur volonté et leur détermination à imposer la prise en compte de leurs propositions et de leurs revendications.

Dans un tel contexte, la pratique de l'esquive ne saurait perdurer.

Des réponses concrètes doivent être apportées aux personnels.

C'est pourquoi, nos fédérations vous demandent l'ouverture immédiate d'un processus de négociations sur les propositions et les revendications suivantes :

- L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois (plus de 3 000 à Bercy au titre de la loi de finances 2009) et des licenciements des personnels non titulaires.
- Abandon du démantèlement de la DGCCRF dans le cadre de la circulaire du Premier Ministre en date du 31 décembre 2008 portant sur l'organisation territoriale de l'Etat.
- Retrait du projet de délocalisation de services constitutifs de la statistique publique.
- Ouverture d'une négociation sur le nécessaire développement des politiques et des missions de services publics dévolues à Bercy afin d'en faire des outils orientant la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat qu'il s'agisse des politiques fiscales, financières, économiques, industrielles...
- Ouverture d'une négociation sur la gestion pluriannuelle des emplois, des qualifications et des régimes indemnitaires.
- Ouverture d'une négociation sur la préservation et l'amélioration des droits statutaires et des garanties collectives des personnels, y compris s'agissant de la protection sociale complémentaire, de l'action sociale, de l'hygiène et de la sécurité et plus particulièrement encore de l'amiante.

Nos fédérations exigent également que soient ouvertes des négociations au niveau fonction publique sur une revalorisation significative des traitements.

Elles exigent par ailleurs le retrait du projet de loi dit de la mobilité et des parcours professionnels dont l'objectif principal consiste à permettre le licenciement des fonctionnaires.

Face à la révision générale des politiques publiques, elles rappellent leur détermination pour le développement de services publics de qualité, dotés de tous les moyens nécessaires pour répondre encore mieux aux besoins sociaux et de solidarité.

Enfin, et sans prétendre ici à l'exhaustivité s'agissant des thématiques devant être soumises à la négociation, nos fédérations réaffirment que la solution à l'actuelle crise économique et financière nécessite de régler la sphère financière internationale.

Ne doutez pas, Madame et Monsieur les Ministres de la volonté des personnels et de leurs fédérations syndicales de poursuivre les processus de mobilisation afin que des réponses concrètes et rapides soient apportées à leurs revendications.

Dans l'attente de vous lire,

Veillez agréer, l'expression de nos salutations les plus distinguées.

Pour les fédérations des Finances,

Les Secrétaires généraux.